

LE CANADA ET LA FRANCE LANCENT LE GIEC DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Ludovic DUPIN, NOVETHIC

Titulaire d'une maîtrise de physiologie et du diplôme de journaliste et scientifique de l'ESJ Lille. Il suit l'Industrie, la politique et la géopolitique de l'énergie (schiste, pétrole, gaz, charbon, nucléaire, renouvelables, l'hydraulique). Avant de rejoindre l'Usine Nouvelle, il a travaillé pour SVM, Biofutur, l'UFC Que Choisir. Il a également été médiateur scientifique au Palais de la Découverte.

L'essor de l'Intelligence artificielle est fulgurant. Mais certains craignent qu'elle ne puisse constituer un danger pour l'humanité. Aussi, le Canada et la France ont annoncé la création conjointe du **Groupe International d'experts en Intelligence Artificielle (G2IA)**, afin d'aboutir à un consensus sur un développement éthique et responsable de cette technologie.



Qu'elle soit une menace pour l'Humanité ou le chemin vers un monde meilleur, l'Intelligence artificielle s'impose de plus en plus comme un passage obligatoire de notre progrès technologique. Ses promesses sont si importantes qu'elle est l'objet d'une guerre froide entre la Chine et les États-Unis à coups de dizaine de milliards de dollars pour en obtenir la suprématie technologique.

Face à cet affrontement de mastodontes, les "petits" pays de l'Intelligence artificielle veulent trouver une place. Pour la France et le Canada, cela passera par un travail sur la notion d'Intelligence Artificielle responsable. C'est pourquoi les deux pays ont annoncé conjointement la création du Groupe international d'experts en intelligence artificielle (G2IA).

Trouver les meilleures pratiques

Pour Emmanuel Macron, il s'agit de reproduire le modèle du GIEC, le groupement d'experts internationaux sur le climat, pour l'appliquer à cette nouvelle technologie. "**La France se place parmi les champions de la discipline, et porte les questions éthiques sur la scène mondiale. (...) Nous invitons les chercheurs, entreprises, organisations internationales et pays qui partagent nos valeurs à nous rejoindre. Ensemble, nous garantirons que l'intelligence artificielle sera au service de l'humanité**", a déclaré Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État français chargé du numérique.

De son côté, Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, assure que le but du G2IA "**sera de mieux comprendre les enjeux liés à l'intelligence artificielle et de définir les meilleures pratiques**". Il ajoute que les autres membres du G7, ainsi que tous les membres de l'ONU sont invités "**à se joindre à nous et à nous aider à élaborer un cadre qui deviendra le point de référence mondial en intelligence artificielle**". L'un des premiers candidats serait le Japon, avec lequel les "**discussions sont très avancées**", assure le ministre français. Ils font déjà la course en tête, mais les États-Unis n'excluent pas de se joindre à ce groupe, même si le Président américain a, à plusieurs reprises, montré

qu'il ne croit pas au multilatéralisme. Enfin, l'Union européenne devrait également rapidement rejoindre l'organisation.

Lanceurs d'alerte

Le premier grand rendez-vous du G2IA sera en 2019, lors du déroulement du G7 en France. En marge de ce sommet, sera organisée une grande conférence scientifique sur l'Intelligence artificielle afin d'aboutir à un consensus sur les enjeux de cette technologie. De son côté, la France vient justement de lancer sa stratégie nationale, qui prévoit 665 millions d'euros de dépenses jusqu'en 2022, en capitalisant sur la tradition française de recherche en mathématiques.

À de nombreuses reprises, les grandes voix de la science et de la technologie ont alerté sur le danger d'une Intelligence artificielle non maîtrisée. Ainsi, en 2014, le physicien Stephen Hawking, décédé en mars 2018, assurait que **"l'intelligence artificielle sera soit la meilleure chose, soit la pire chose jamais arrivée à l'humanité"**.

En 2017, 116 entrepreneurs, dont Demis Hassabis et Mustafa Suleyman, fondateurs de DeepMind (filiale de Google), appelaient à la prudence, surtout en matière d'armes autonomes. La même année, Elon Musk, fondateur de Tesla et SpaceX, assurait que **"l'intelligence artificielle [est] la plus grande menace pour l'existence de notre civilisation"**.



LA FRANCE VEUT DEVENIR LEADER DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, MAIS NE S'EN DONNE PAS LES MOYENS

Le gouvernement a décidé de mettre 665 millions d'euros sur la table pour booster la recherche tricolore en matière d'intelligence artificielle. Un bel effort mais qui laisse la France loin derrière l'Allemagne, les États-Unis ou la Chine. Reste à espérer que le financement public amorce des forts investissements privés.

Il y a une nouvelle guerre froide à l'œuvre. Celle-ci n'engage pas les États-Unis face à l'URSS pour conquérir l'espace, mais les États-Unis face à la Chine pour maîtriser l'intelligence artificielle. Une course que la France a décidé de rejoindre, mais sans doute avec un peu de retard et pas assez de moyens.

"L'ambition de la France est claire, il s'agit de faire en sorte avec l'Allemagne, que l'Union européenne soit capable de rivaliser avec la Chine et les États-Unis", en matière d'intelligence artificielle, explique-t-on au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. **"La France peut se positionner comme un acteur majeur dans les domaines où nous avons une certaine avance, à commencer par exemple par la santé : nous sommes l'un des pays au monde qui a les plus grandes bases de données, du fait de notre système centralisé"**, a indiqué Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur.

La stratégie nationale de recherche en intelligence artificielle prévoit 665 millions d'euros de dépenses jusqu'en 2022, en capitalisant sur la tradition française de recherche en mathématique. Cela comprend, entre autres, 200 millions d'euros dédiés aux "3IA", des centres interdisciplinaires appelés à devenir les vaisseaux amiraux de la recherche française. Les entreprises apporteront une centaine de millions d'euros supplémentaires.



20 fois plus aux États-Unis

Le gouvernement prévoit également une enveloppe de 115 millions d'euros pour investir dans les superordinateurs. Le laboratoire Idris du CNRS à Saclay en région parisienne verra ainsi entrer en fonction en 2019 un nouveau superordinateur, dont une partie des capacités sera réservée à l'intelligence artificielle. La machine aura au total une capacité de calcul de 10 petaflops (soit 10 millions de milliards d'opérations par seconde).

Quand bien même cette volonté du gouvernement à ne pas rater le virage technologique est louable, on peut craindre que l'effort ne soit pas à la hauteur. **"Les États-Unis investissent (déjà) 20 fois plus par an, la Chine 25 fois plus. Alors certes cette comparaison n'est pas raison mais j'aimerais bien que l'on m'explique comment on peut rivaliser en investissant 20 à 25 fois moins"**, résume président du club des jeunes dirigeants financiers.

En effet, les chiffres ont de quoi faire un peu peur. Juste de l'autre côté du Rhin, mi-novembre, le gouvernement d'Angela Merkel a également annoncé son plan national. Le seul investissement fédéral se chiffre à 3 milliards d'euros d'ici 2025. Pour Peter Altmeppen, ministre de l'Économie, **"L'intelligence artificielle n'est pas une innovation de plus. C'est une innovation fondamentale qui va améliorer l'ensemble de nos économies et de nos vies"**.

La puissance de secteur privé

Aux États-Unis, le DARPA (***Defense Advanced Research Projects Agency***) a débloqué 2 milliards d'euros pour les projets en matière d'Intelligence artificielle, un programme baptisé "AI Next". Et ce n'est qu'une seule agence américaine parmi tant d'autres impliquées dans cette technologie. Sans compter que ce n'est qu'une petite somme comparée aux investissements privés, estimés à 300 milliards d'euros, engagés par Google, Microsoft, IBM et Apple.

Autres poids lourds du côté de Pékin. Par exemple, à elle, seule la startup chinoise Horizon Robotiques a levé 1 milliard de dollars, plus que l'ensemble du plan français. Mais surtout, le gouvernement veut mettre en place un cadre favorable pour que l'industrie de l'Intelligence artificielle chinoise pèse 150 milliards de dollars d'ici 2030.

